

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

S/FIN/M/45

19 juillet 2004

(04-3098)

Comité du commerce des services financiers

COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DU 25 JUIN 2004

Note du Secrétariat¹

1. Le Comité du commerce des services financiers a tenu une réunion le 25 juin 2004 sous la présidence de Mme Miyon Lee (République de Corée). L'ordre du jour proposé était reproduit dans l'aérogramme WTO/AIR/2343.

2. Avant de passer à l'adoption de l'ordre du jour, et afin de mettre à profit la présence de la délégation d'Antigua-et-Barbuda à la réunion, la Présidente a suggéré que les points inscrits à l'ordre du jour proposé soient abordés dans l'ordre suivant: A) Acceptation du cinquième Protocole annexé à l'Accord général sur le commerce des services reprenant les résultats des négociations sur les services financiers; B) l'AGCS et l'Annexe sur les services financiers – Réglementations internationales et services financiers (communication d'Antigua-et-Barbuda *et al.*); C) Faits récents touchant le commerce des services financiers; D) Questions techniques; E) Date de la prochaine réunion; et F) Autres questions.

3. Le Comité a adopté l'ordre du jour, tel que proposé par la Présidente.

4. La Présidente a appelé l'attention des Membres sur l'ordre du jour annoté établi sous sa responsabilité qui était reproduit dans le document JOB(04)/72 et daté du 11 juin 2004. Ce document avait un double objectif: d'une part, rappeler aux Membres l'état d'avancement des questions que le Comité examinait habituellement et, d'autre part, apporter quelques éléments de réflexion sur des questions que pourrait aborder le Comité cette année. Ces éléments étaient le résultat des consultations qu'avait menées la Présidente auprès de diverses délégations. L'ordre du jour annoté comprenait un dernier point intitulé "Autres questions à examiner", qui couvrait plusieurs questions de nature différente que les Membres semblaient prêts à examiner. Ces questions étaient ressorties du débat qui s'était tenu après l'exposé présenté par l'OCDE sur les services d'assurance à la réunion précédente. La Présidente n'avait pas jugé indiqué d'inclure des questions individuelles dans un point distinct de l'ordre du jour, quoiqu'il lui semblait utile d'offrir une tribune où débattre de ces questions. Elle proposait donc que les délégations n'hésitent pas à intervenir au titre du point de l'ordre du jour qui leur convenait le mieux, soit celui des Questions techniques, soit celui des Faits récents touchant le commerce des services financiers.

A. ACCEPTATION DU CINQUIÈME PROTOCOLE ANNEXÉ À L'ACCORD GÉNÉRAL SUR LE COMMERCE DES SERVICES REPRENANT LES RÉSULTATS DES NÉGOCIATIONS SUR LES SERVICES FINANCIERS

5. La Présidente a rappelé que trois Membres n'avaient pas encore accepté le cinquième Protocole: le Brésil, la Jamaïque et les Philippines. Elle les a invités à fournir des renseignements sur l'état d'avancement de leurs processus internes.

¹ Le présent document a été établi par le Secrétariat sous sa propre responsabilité et sans préjudice des positions des Membres ni de leurs droits et obligations dans le cadre de l'OMC.

6. Le représentant du Brésil a dit qu'il n'avait rien de nouveau à signaler. Il a ajouté que le processus législatif de son pays pour l'acceptation du cinquième Protocole suivait son cours.

7. Le représentant des Philippines a dit qu'en raison des récentes élections générales qui s'étaient tenues dans son pays le projet de résolution nécessaire en vue de l'acceptation du Protocole devrait être soumis au Congrès qui serait prochainement constitué. Il ne semblait y avoir aucun obstacle important, car ce n'était qu'une question de processus législatif.

8. La représentante de la Jamaïque a dit que, depuis la crise financière qui avait frappé son pays au milieu des années 90, le gouvernement de la Jamaïque avait engagé un processus de réforme des politiques, de la législation et de la réglementation, qui visait à améliorer la vigueur, l'efficacité et la compétitivité des entreprises étrangères et nationales dans le secteur, ainsi qu'à veiller à la protection efficace du consommateur. Au cours des dernières années, le secteur financier, qui était en plein renouveau, avait encore fait l'objet des initiatives de réforme et de consolidation nécessaires. La Jamaïque était toujours résolue à ouvrir et libéraliser son secteur financier. Il n'en restait pas moins que les indices disponibles faisaient état de la nécessité cruciale de mettre en place des cadres de surveillance et de réglementation appropriés pour appuyer une libéralisation progressive du secteur à long terme. C'était l'un des grands objectifs de la politique du gouvernement et le processus était toujours en cours. Bien qu'elle n'ait pas encore ratifié le cinquième Protocole annexé à l'AGCS, la Jamaïque maintenait un régime financier très libéral. Par exemple, la principale exigence en matière d'établissement dans le secteur bancaire était un rapport des capitaux permanents aux actifs engagés plus élevé pour les banques étrangères que pour les banques locales. Dans le secteur de l'assurance, il était permis aux intérêts étrangers de détenir 100 pour cent du capital-actions des compagnies pour autant que certaines exigences générales soient respectées. L'intervenante a conclu en disant que la ratification du cinquième Protocole annexé à l'AGCS était actuellement à l'examen en Jamaïque en prévision de la participation du pays au cycle en cours des négociations sur les services.

9. La Présidente a remercié les trois Membres pour les renseignements qu'ils avaient fournis et elle les a encouragés à accélérer leurs procédures internes pour l'acceptation du Protocole.

10. Le Comité a pris note des déclarations et a décidé de revenir sur ce point de l'ordre du jour à la réunion suivante.

B. L'AGCS ET L'ANNEXE SUR LES SERVICES FINANCIERS – RÉGLEMENTATIONS INTERNATIONALES ET SERVICES FINANCIERS

11. La Présidente a rappelé que l'examen de la proposition présentée par Antigua-et-Barbuda et d'autres Membres, qui était reproduite dans le document S/FIN/W/29/Rev.1, avait dû être reporté aux deux réunions précédentes à la demande de ses auteurs, qui n'avaient pas de représentation à Genève. Tel que convenu à la réunion précédente, ce point avait été inscrit à l'ordre du jour de la réunion en cours, après avoir reçu confirmation de la présence du représentant d'Antigua-et-Barbuda. Pour traiter de la question, l'intervenante a proposé d'inviter le représentant d'Antigua-et-Barbuda à rappeler brièvement aux Membres les grandes lignes de la proposition et de formuler des observations sur les remarques et questions qui avaient été soulevées à la réunion du 6 octobre 2003. Par la suite, elle inviterait les participants à discuter en détail de la proposition. Elle a également invité les Membres à faire des suggestions sur la façon de procéder à l'examen de cette question.

12. La délégation d'Antigua-et-Barbuda a brièvement rappelé l'objectif de la proposition. Dans sa déclaration liminaire d'octobre 2003, elle avait mis l'accent sur les points suivants:

- le droit souverain des États de réglementer et de gérer eux-mêmes leur secteur financier était en permanence battu en brèche par certains pays qui étaient

apparemment enclins à usurper le rôle des organisations internationales telles que l'OMC dans la gestion des affaires mondiales;

- il y avait eu une augmentation sans précédent du nombre de codes, normes et directives, y compris des normes financières sur le blanchiment d'argent, le volume requis de fonds propres, la fiscalité transfrontières et l'échange de renseignements, qui avaient été élaborés par des groupes plurilatéraux tels que l'OCDE et le GAFI, qui attendaient des pays non membres de ces groupes qu'ils s'y conforment;
- les meilleurs codes, règles et pratiques – et ceux qui étaient le plus efficacement appliqués et respectés – étaient ceux dans l'élaboration desquels tous les États, grands ou petits, avaient un rôle significatif et véritable à jouer; et
- le meilleur moyen d'assurer la participation de tous et la légitimité internationale de normes financières négociées et appliquées de façon universelle serait d'utiliser les dispositions sur la réglementation intérieure figurant à l'article VI de l'AGCS.

13. La proposition visait à limiter l'effet de ces normes plurilatérales sur les Membres de l'OMC et à favoriser une plus grande participation des petits États à la formulation de ces normes en les plaçant sous l'égide de l'OMC plutôt que d'organisations plurilatérales telles que l'OCDE et le GAFI, qui comptaient un nombre limité de membres. À cette fin, la proposition renfermait les recommandations suivantes:

- les petits États devraient avoir une certaine flexibilité dans la désignation des organes chargés d'administrer leurs obligations en matière d'élaboration et de respect des normes au titre de l'AGCS, et il faudrait en particulier leur apporter une assistance technique pour la formulation et la mise en œuvre des normes auxquelles on s'attendait qu'ils se conforment;
- il faudrait définir de façon plus explicite en quoi consistaient les "organisations internationales compétentes" mentionnées dans la note de bas de page 3 de l'article VI:5 b) de l'AGCS, afin que tous les Membres de l'OMC, quel que soit leur stade de développement et grâce à l'assistance technique, aient accès aux processus internationaux de normalisation; et
- les petits États dont on s'attendait qu'ils se conforment à ces normes et codes financiers devraient en être avisés, et il faudrait ensuite leur donner la possibilité d'engager des consultations avec ces membres, organismes et institutions de normalisation.

14. À la réunion tenue en octobre 2003, un certain nombre de délégations avaient appuyé la proposition, certaines avaient voulu obtenir davantage d'éclaircissements tandis que d'autres souhaitaient consulter plus en détail les autorités de leur pays.

15. La délégation d'Antigua-et-Barbuda a répondu à certaines des interrogations soulevées par les délégations. L'intervenant a rappelé que l'idée avait été lancée que la proposition pourrait faire obstacle aux travaux accomplis par divers organes plurilatéraux sur des questions telles que l'élimination du blanchiment d'argent, la lutte contre le terrorisme et la fraude fiscale, et la promotion d'un système financier international stable et sûr. Rien ne pouvait être plus éloigné de la vérité. Par ailleurs, Antigua-et-Barbuda avait réitéré qu'elle appuyait ces initiatives dont elle était solidaire et qu'elle demeurait tout à fait opposée à tout ralentissement des progrès dans ces domaines. Le but explicite de sa proposition était plutôt de joindre ses efforts à ceux des autres Membres de l'OMC pour

faire en sorte que le plus grand nombre possible de pays participent au processus d'élaboration et de mise en œuvre des normes.

16. L'intervenant a aussi rappelé une question qui avait été soulevée quant au point de savoir si la proposition devait avoir des applications limitées dans le secteur des services financiers et, dans la négative, pourquoi elle n'avait pas été présentée au Groupe de travail de la réglementation intérieure. Il a répondu que la proposition devait avoir des applications dans tous les secteurs auxquels s'appliquait l'article VI. Antigua-et-Barbuda avait choisi de la présenter au Comité car c'était dans le secteur des services financiers que l'expérience des petits États était la plus grande. La proposition avait été établie pour répondre directement à cette situation particulière. Cela n'empêchait toutefois pas qu'elle soit examinée par d'autres comités pertinents de l'OMC.

17. Antigua convenait que l'article VI:5 b) était une disposition provisoire. Les auteurs de la proposition étaient toutefois d'avis que la référence faite actuellement aux organisations internationales devrait reposer sur une base plus sûre et permanente, qui permettrait d'assurer une plus grande harmonisation des normes internationales. L'intervenant a donc invité les Membres à contribuer à l'élaboration et à l'élargissement de la formulation actuelle, et il s'est déclaré favorable à la tenue d'un débat sur les moyens les plus efficaces d'y parvenir.

18. Il avait été mentionné que même si l'OMC n'était pas un organisme de normalisation, il était envisagé dans la proposition de confier à l'OMC la responsabilité d'établir des normes dans le domaine des services financiers. De fait, Antigua-et-Barbuda n'oubliait pas que l'OMC avait pour but premier de promouvoir la libéralisation du commerce international des biens et services et non pas sa réglementation en soi. On ne pouvait donc pas confier à l'OMC la responsabilité exclusive d'établir et de maintenir des normes réglementaires. Il restait que, dans la mesure où les initiatives de réglementation risquaient d'affecter le commerce, il existait un précédent dans le cadre du GATT, en vertu duquel l'OMC coopérait avec des organisations internationales ayant des responsabilités particulières en matière d'élaboration, de mise en place et d'application de normes et de règlements qui affectaient le commerce des produits.

19. L'intervenant a en particulier mentionné les Accords OTC et SPS dans ce contexte. Non seulement ces accords encourageaient les Membres de l'OMC à participer aux travaux des organismes internationaux à activité normative, dans les limites de leurs capacités et de leurs niveaux de développement (voir les articles 2.6 et 3:4, respectivement), mais, dans certains cas, ils confiaient en fait à l'OMC un rôle en matière de notification et de consultation dans le cadre du processus d'élaboration de ces normes (par exemple l'article 2.9 de l'Accord OTC). Ils contenaient aussi des dispositions très fermes destinées à encourager la participation des pays en développement à la mise en place de ces normes. De fait, les organismes internationaux devaient veiller à assurer la "participation active et représentative" des pays en développement, en tenant compte des problèmes spéciaux des pays en développement Membres. (Voir, par exemple, l'article 12.5 de l'Accord OTC et l'article 10:4 de l'Accord SPS.)

20. À cet égard, le représentant d'Antigua-et-Barbuda a fait référence à un document qui avait été porté à son attention par un délégué à la réunion précédente, à savoir la Décision du Comité sur les principes devant régir l'élaboration de normes, guides et recommandations internationaux en rapport avec les articles 2 et 5 et l'Annexe 3 de l'Accord (Annexe 4) du Deuxième examen triennal du fonctionnement et de la mise en œuvre de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce. Dans ce document, les Membres soulignaient la nécessité de faire en sorte que les principes de transparence, d'ouverture, d'impartialité, de consensus, de pertinence, d'efficacité, de cohérence et de prise en compte des intérêts des pays en développement contribuent à l'élaboration des normes internationales. En particulier, au paragraphe E, intitulé "Dimension développement", l'accent était mis sur l'importance de la participation des pays en développement à ce processus d'élaboration des normes: "13. Les contraintes qui pèsent sur les pays en développement, en particulier celles qui les

empêchent de participer efficacement à l'élaboration des normes, devraient être prises en considération dans le cadre des activités normatives. Il faudrait chercher des moyens concrets de faciliter leur participation à l'élaboration des normes internationales. Un processus de normalisation international ne peut être impartial et ouvert que si les pays en développement n'en sont pas exclus de fait. Pour améliorer leur participation à ce processus, il peut être nécessaire de leur fournir une assistance technique, conformément à l'article 11 de l'Accord OTC. Il est donc important que les organismes internationaux à activité normative prévoient de contribuer au renforcement des capacités de ces pays et de leur fournir une assistance technique."

21. De la même manière, la proposition exhortait les Membres à faire participer les petits États à la mise en place de normes qui affectaient le commerce des services. Premièrement, il fallait que les organismes internationaux qui établissaient des normes affectant le commerce des services soient ouverts à tous les Membres de l'OMC, quel que soit leur niveau de développement, et ces organismes étaient tenus de disposer d'un système et d'un programme prévoyant la fourniture d'une assistance technique. Deuxièmement, l'OMC devrait être le point de contact pour le processus d'élaboration de ces normes dans les organismes pertinents. La proposition faisait donc naturellement fond sur la pratique de l'OMC pour ce qui était d'inclure les pays en développement dans le processus d'établissement des normes et d'étendre ce processus au commerce des services.

22. Il avait aussi été allégué que la proposition de la délégation de l'intervenant risquait de rompre l'équilibre soigneusement négocié des droits et obligations entre les Membres. L'intervenant a toutefois rappelé que l'AGCS n'était pas un instrument immuable. De fait, si les obligations actuelles ne répondaient pas aux besoins des plus petits des pays Membres, il fallait faire en sorte qu'elles soient plus représentatives des préoccupations et intérêts de tous et qu'elles en tiennent compte. L'équilibre actuellement présent dans l'AGCS ne serait pas dans l'intérêt de tous les Membres si les petits États étaient effectivement exclus de la mise en place des normes qui nuisaient à leurs échanges dans le domaine des services financiers. La proposition ne représentait donc qu'un premier pas dans la voie du redressement du déséquilibre actuel, par le biais d'un moyen qui n'était ni étranger ni contraire à la pratique passée ou aux principes de l'OMC.

23. Enfin, répondant à la question de savoir s'il existait un réel besoin d'envisager une délégation spéciale des obligations et fonctions administratives au titre de l'article VI à des organismes régionaux, eu égard aux dispositions de l'article I:3 de l'AGCS, l'intervenant a rappelé aux Membres que la proposition reprenait des demandes et propositions présentées par de petits États devant d'autres comités et au titre d'autres Accords de l'OMC. Le but était de veiller à ce que les ressources limitées des petits États soient réparties et utilisées de la manière la plus efficace et la plus flexible. Des propositions de cette nature avaient généralement été bien accueillies dans d'autres contextes, et la délégation de l'intervenant espérait que ce serait aussi le cas ici. Dans la mesure où l'Accord permettait déjà une délégation de cette sorte à des organismes régionaux, la proposition visait uniquement à clarifier et/ou renforcer cet aspect.

24. La délégation d'Antigua-et-Barbuda espérait que ses réponses permettraient de mieux clarifier et renforcer la proposition. L'intervenant espérait que les échanges se poursuivraient sur tout aspect de la proposition qui, il en était fermement convaincu, méritait d'être pleinement prise en compte et appuyée par le Comité.

25. Le représentant du Mexique a rappelé au Comité que son pays avait présenté une série de recommandations et suggestions à la réunion d'octobre. Il reconnaissait que, malgré son importance, la question était plus vaste et ne pouvait pas se limiter au seul secteur financier. C'était la raison pour laquelle il avait proposé que bon nombre des préoccupations soient incorporées aux travaux du Groupe de travail de la réglementation intérieure, qui examinait la possibilité d'élaborer certaines disciplines qui s'appliqueraient aux normes techniques, y compris aux normes internationales. La délégation de son pays présenterait une communication sur les résultats obtenus par le Mexique en

matière de disciplines applicables aux normes techniques, qui pourrait être utile pour les auteurs de cette proposition.

26. La représentante du Canada a dit que pour son pays il était extrêmement important d'aider les petites économies à donner suite aux initiatives visant à lutter contre le financement du terrorisme international ou le blanchiment d'argent et à les mettre en œuvre, ainsi que de renforcer la réglementation et la stabilité du secteur financier, et les règles en matière de concurrence fiscale. Le Canada fournissait une assistance bilatérale et multilatérale grâce à divers programmes ayant des applications directes et indirectes dans ces domaines. Par exemple, par l'intermédiaire de l'Agence canadienne de développement international, il fournissait 8 millions de dollars au Centre d'assistance technique pour la région des Caraïbes, qui avait pour mandat d'aider au renforcement des capacités en matière de surveillance de la réglementation du secteur financier de façon générale, y compris pour la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Il avait en outre affecté 12 millions de dollars à l'initiative du FMI et de la Banque mondiale pour le renforcement de la réforme du secteur financier afin d'aider les pays ayant fait l'objet d'une évaluation du secteur financier à mettre en œuvre les recommandations qui en découlaient. Un autre programme – le Fonds canadien de coopération – était aussi disponible pour fournir une assistance technique sur ces questions. Le Canada contribuait aussi à la lutte contre le blanchiment d'argent par l'intermédiaire du Groupe d'action financière des Caraïbes. Par conséquent, il partageait les sentiments exprimés dans la proposition selon lesquels le renforcement des capacités techniques était important.

27. Le représentant de la Barbade a dit que son pays appuyait les principes de la proposition. Les normes et les règles, qui étaient observées au niveau multilatéral et dont on s'attendait à la mise en conformité au niveau multilatéral, devraient être élaborées et examinées dans le contexte multilatéral. On ne saurait trop insister sur l'importance de la participation de tous les Membres. La Barbade était d'avis qu'il n'y avait aucune incompatibilité entre la proposition et la capacité des organismes plurilatéraux de mener des recherches, de tenir des débats et de recommander des propositions sur des questions d'intérêt international, allant de l'élimination du blanchiment d'argent à la fraude fiscale. Peu importe que les Membres s'entendent ou non sur les changements spécifiques à apporter à la proposition, on ne pouvait nier que des normes élaborées au niveau international, l'imposition de sanctions pour non-conformité, et l'effet paralysant qui en résultait risquaient d'ébranler le secteur financier des pays en développement et, parfois, d'en provoquer irrémédiablement l'effondrement, en particulier dans les PMA et les petites économies. La Barbade demandait instamment aux autres Membres de continuer de débattre de ces questions et de faire face aux problèmes auxquels étaient confrontées les petites économies à cet égard.

28. La représentante de Cuba a dit que les Membres avaient reconnu les désavantages structurels des petites économies vulnérables, en particulier pour la mise en place et l'application des normes commerciales internationales. À Doha, les Ministres étaient convenus de rechercher des solutions au sein du système afin de mettre un terme à la menace qui pesait sur ces économies ou d'inverser la tendance. L'intervenante a fait valoir que le commerce des services était d'une importance cruciale pour les petites économies. Si les organes subsidiaires du Conseil du commerce des services examinaient ces propositions, cela contribuerait à l'amélioration des normes multilatérales et serait bénéfique pour un petit groupe de pays, qui n'avaient pas la possibilité ni la capacité d'élaborer des codes et des normes internationaux dans le secteur des services financiers.

29. Le représentant du Japon comprenait le point de vue des auteurs de la proposition. Les Membres devraient toutefois se montrer prudents s'ils envisageaient de réviser le texte actuel de l'AGCS, car il y avait la question de la stabilité juridique. Avant d'examiner des dispositions particulières de l'AGCS, il serait opportun de déterminer s'il n'existait pas un autre moyen de répondre aux préoccupations dont faisait état la proposition. Il convenait de noter que le paragraphe 5 b) de l'article VI de l'AGCS disposait que, pour déterminer si un Membre se conformait à l'obligation énoncée au paragraphe 5 a), on tiendrait compte des normes internationales des organisations

internationales compétentes appliquées par ce Membre. Certes, les normes internationales devaient être observées, mais on pourrait interpréter cette disposition comme signifiant que les Membres n'étaient pas nécessairement liés en tout temps par les normes internationales. Le Japon envisageait avec réticence la modification de l'AGCS conformément à la proposition à l'examen. Cette question devrait, au besoin, être discutée avec d'autres organes de l'OMC, étant donné qu'elle ne concernait pas uniquement les services financiers.

30. Le représentant de la Norvège a appuyé la déclaration du Japon. En tant que nation commerçante petite, mais très ouverte, la Norvège reconnaissait que la conformité aux normes internationales pouvait exiger beaucoup de ressources. Dans le même temps, il devrait être dans l'intérêt de tous les pays de lutter contre le blanchiment d'argent, la corruption, la concurrence fiscale dommageable et le financement du terrorisme. En conséquence, il était d'une grande importance de fournir une assistance technique pour l'élaboration, la mise en œuvre et l'observation, et la Norvège avait offert une telle assistance à d'autres pays, y compris à Antigua-et-Barbuda. La transparence et le dialogue avec les pays affectés étaient tout aussi importants et devaient être encouragés. L'OCDE avait souligné que l'établissement des normes était un processus auquel devaient participer tous les pays. Le Groupe d'action financière (GAFI) reconnaissait explicitement que les pays avaient des systèmes juridiques et financiers différents, et l'on ne pouvait pas s'attendre à ce qu'ils prennent des mesures identiques pour atteindre des objectifs communs. Les 40 recommandations révisées présentées l'été précédent établissaient uniquement des normes minimales. En raison de son caractère mondial, le système financier offrait des avantages potentiels considérables, mais il posait aussi des défis importants, par exemple dans les domaines du blanchiment d'argent, du financement du terrorisme et de la concurrence fiscale dommageable. Ces défis étaient réels et exigeaient des réponses efficaces et opportunes. Ainsi, les pays avaient le droit de protéger leurs assiettes d'imposition, et de favoriser la stabilité financière et la protection des consommateurs. La Norvège appuyait sans réserve les travaux du GAFI et l'initiative de l'OCDE sur la concurrence fiscale dommageable, qui étaient destinés à combattre la criminalité financière dans l'économie mondiale, ainsi que les travaux du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire dans le domaine des exigences en matière de fonds propres et des principes fondamentaux pour un contrôle bancaire efficace. Elle manifestait son désaccord avec toute idée voulant que ces mesures soient en place pour protéger le secteur financier. Il s'agissait plutôt de mesures prudentielles qui témoignaient de la nécessité de protéger les titulaires de polices, l'assiette d'imposition nationale, et de lutter contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. La Norvège ne pouvait pas donner son appui à toute proposition qui risquerait de nuire à ces initiatives par le biais du système de l'OMC. Elle ne relâcherait toutefois pas ses efforts pour garantir la transparence et assurer la plus grande participation possible à l'établissement des normes.

31. Le représentant des États-Unis a dit que le préambule de l'AGCS reconnaissait le droit des Membres de réglementer les services. L'AGCS lui-même renfermait certaines disciplines en matière de réglementation, par exemple la transparence, le traitement national et l'accès aux marchés. Cependant, les États-Unis ne croyaient pas que l'AGCS lui-même était l'instrument approprié sur la base duquel devaient être élaborées des normes financières internationales. Mais, de temps à autre, les pays pouvaient décider de soulever des questions au sujet d'une norme particulière maintenue par un pays qui affectait l'accès aux marchés. D'autres organismes, tels que le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire, l'OCDE et le GAFI, étaient bien plus concernés par l'élaboration de normes touchant les questions soulevées par Antigua-et-Barbuda et d'autres Membres. Les normes élaborées par ces organismes ne créaient aucune obligation au titre de l'AGCS. Par contre, bon nombre des pays qui participaient à leurs travaux adoptaient les normes parce que soit elles contribuaient au maintien de régimes financiers stables et transparents, soit elles permettaient de lutter contre le financement du terrorisme et le blanchiment d'argent. L'intervenant souscrivait aux questions soulevées par l'Australie à la réunion d'octobre 2003. À l'instar de la Norvège, les États-Unis tenaient à appeler l'attention des Membres sur les travaux du FMI, de la Banque mondiale et du GAFI où les Membres fournissaient une assistance aux pays et territoires qui cherchaient à se conformer aux normes

réglementaires internationales, en particulier aux recommandations du GAFI concernant le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Les États-Unis prenaient aussi note des observations formulées par le Japon au sujet de la modification de certaines dispositions de l'AGCS et, après avoir écouté la déclaration d'Antigua-et-Barbuda, ils étaient d'avis qu'il y avait d'autres moyens de prendre des mesures appropriées. De l'avis de l'intervenant, il était essentiel de trouver le moyen de faire en sorte que tous les Membres, quel que soit leur état de développement, puissent, grâce à l'assistance technique, avoir accès au processus international d'établissement des normes. S'agissant des dispositions de l'AGCS qui étaient citées dans la proposition, les États-Unis étaient prêts à envisager des moyens d'atteindre un certain nombre d'objectifs et ils étaient toujours disposés à poursuivre le débat.

32. La représentante de la Trinité-et-Tobago a dit que la proposition soulevait des questions qui concernaient de nombreux pays en développement. La Trinité-et-Tobago reconnaissait et appuyait les principes énoncés dans le document et son orientation générale. Les propositions étaient très utiles et pourraient servir de base à la poursuite des discussions sur la façon de traiter de ce problème sérieux. Il convenait de les examiner plus en détail.

33. Le représentant de Hong Kong, Chine a dit que les réponses données par le représentant d'Antigua-et-Barbuda avaient permis de clarifier certaines des questions soulevées aux réunions précédentes. Il était des plus utile de savoir que les propositions s'appliqueraient dans d'autres secteurs que celui des services financiers. L'intervenant a aussi pris note qu'Antigua-et-Barbuda reconnaissait le caractère transitoire de l'article VI:5 de l'AGCS, et qu'en avançant cette proposition elle envisageait une solution plus permanente. Les précisions apportées permettaient de mieux comprendre les principes fondamentaux sous-tendant la proposition. De l'avis de l'intervenant, deux questions se posaient. Il y avait tout d'abord la question de l'établissement de normes internationales, qui n'était peut-être pas du ressort de l'OMC. Antigua-et-Barbuda avait effectivement reconnu que le rôle premier de l'OMC n'était pas celui d'une organisation de normalisation internationale. Hong Kong, Chine espérait que les échanges se poursuivraient sur les moyens de réaliser des progrès sur cette question. La deuxième question soulevée par la proposition avait rapport avec les travaux de l'OMC, à savoir le rôle des normes internationales et leur lien avec le commerce des services et les réglementations nationales. Les normes internationales étaient importantes pour le commerce des services, en particulier lorsque les services étaient fournis par-delà les frontières. Hong Kong, Chine reconnaissait le rôle important que jouaient les normes internationales pour la stabilité du système financier, non seulement au niveau national, mais également au niveau mondial. L'intervenant a mis en évidence le rôle de l'assistance technique dans la mise en œuvre de ces normes, en particulier dans les pays en développement. Il était possible de poursuivre les débats dans le cadre des travaux permanents que menait le Groupe de travail de la réglementation intérieure au sujet de l'article VI:4 de l'AGCS. Il s'agissait peut-être d'un domaine qui n'avait pas encore été examiné à fond. Certains des éléments de la proposition à l'examen pouvaient être abordés dans le cadre de ces travaux du Groupe de travail.

34. Le représentant de l'Australie a dit que la proposition soulevait certaines questions et suggestions sérieuses, et qu'elle pourrait avoir des incidences d'une portée considérable sur la capacité des Membres d'établir et d'appliquer des normes prudentielles et de nature fiscale. Il convenait qu'il y avait lieu de réaliser des progrès pour mettre en place un système financier ouvert reposant sur des cadres solides et complexes. Il a souligné l'importance du renforcement des capacités techniques; l'Australie était résolue à fournir une assistance technique aux plus petites nations et à favoriser la conclusion d'accords de coopération afin de venir à bout de tout obstacle existant à la participation aux initiatives internationales.

35. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a dit que la proposition soulevait certaines questions importantes. Il s'associait à la mise en garde exprimée par certains intervenants. Il était important de ne pas perdre de vue que les travaux réalisés dans ces domaines par des organismes tels que le Groupe

d'action financière et l'OCDE étaient destinés à répondre à des problèmes clairs et immédiats, plus particulièrement au défi de la lutte contre le terrorisme. L'intervenant reconnaissait toutefois les difficultés et les contraintes qui en découlaient pour les petits pays en développement. La Nouvelle-Zélande fournissait une assistance technique pour renforcer les capacités nécessaires. L'intervenant souscrivait aux observations formulées par l'Australie à la réunion d'octobre 2003 et ce jour.

36. Le représentant des Communautés européennes a tout d'abord demandé au représentant d'Antigua-et-Barbuda de donner des exemples plus concrets de la façon dont la réglementation affectait le secteur financier de son pays et faisait obstacle au commerce des services financiers. Deuxièmement, il a relevé la politique d'ouverture mise en œuvre par les organisations internationales de normalisation elles-mêmes, qui exécutaient des programmes ambitieux, dans le contexte desquels elles consultaient les pays développés et les pays en développement. Troisièmement, il a appelé l'attention sur l'assistance technique fournie par les États membres de l'Union européenne et la Commission européenne. Enfin, il est convenu que cette question ne concernait pas uniquement les services financiers, et il a exprimé des doutes quant à savoir si le Comité était l'instance appropriée pour en discuter.

37. La représentante de l'Afrique du Sud a noté que certains Membres étaient réticents à aborder la question des dispositions de l'AGCS sur les normes internationales et qu'ils insistaient pour en débattre au sein d'autres organes. Elle s'est rangée à l'avis de la représentante de la Trinité-et-Tobago qui estimait que la question devait être examinée plus en détail. Ainsi que le faisaient valoir les auteurs de la proposition, les normes élaborées par d'autres organisations plurilatérales imposaient des restrictions au commerce des services financiers. Le Comité devrait poursuivre le débat sur cette question à des réunions futures.

38. Le représentant du Taipei chinois a dit que le document soulevait une question très importante et complexe à laquelle étaient confrontées de nombreuses petites économies. D'autres économies en développement étaient aussi concernées par ce problème. Étant donné le caractère international de la réglementation financière, la mise en conformité était particulièrement compliquée et nécessitait des ressources importantes. L'intervenant était sensible aux problèmes auxquels faisaient face de nombreux Membres. Il n'en restait pas moins que l'OMC n'était peut-être pas l'instance appropriée où traiter de ces problèmes. Par ailleurs, les Membres devraient se montrer prudents s'ils voulaient rouvrir certaines dispositions de l'AGCS pour chercher à faire face au problème. L'intervenant partageait la position de la Trinité-et-Tobago voulant que la communication présentée par Antigua-et-Barbuda et d'autres Membres puisse servir de base à d'autres éclaircissements et discussions.

39. Le représentant d'Antigua-et-Barbuda a remercié les délégations qui avaient appuyé la proposition. Il ne pouvait pas souscrire à l'argument voulant que le problème doive être résolu par un autre organe étant donné les conséquences qui en découlaient pour des questions dont était saisi le Comité, qui était par ailleurs une excellente tribune pour en traiter. La délégation de son pays était néanmoins prête à examiner les moyens de traiter des aspects soulevés dans la proposition. L'intervenant considérait que la question formait un tout et il s'opposerait à toute tentative visant à en isoler certains aspects particuliers sous prétexte qu'ils seraient plus acceptables que d'autres. Il a également remercié les délégations qui avaient affecté des ressources à l'assistance technique dans ce domaine. Il ne pouvait toutefois pas souscrire au point de vue selon lequel les normes d'application étendue devraient être établies par des organisations qui comptaient un nombre limité de membres. Il faudrait plutôt que ce soient des organisations auxquelles participaient tous les Membres qui se prononcent sur ces normes.

40. En conclusion, la Présidente a dit qu'un grand nombre de questions importantes avaient été soulevées. Certains Membres estimaient que, même si l'OMC n'avait pas pour rôle d'établir des

normes, les normes pouvaient affecter le commerce des services. La Présidente a indiqué que des travaux connexes étaient en cours dans d'autres organes subsidiaires du Conseil du commerce des services. D'autres délégations avaient fait remarquer que les Membres avaient le droit de réglementer, en particulier pour des raisons prudentielles. La Présidente a aussi pris note de l'importance attachée à l'assistance technique dans ce domaine. Elle a dit qu'il fallait poursuivre les discussions et elle a proposé que le Comité revienne sur cette question à des réunions futures, compte tenu des disponibilités des auteurs de la proposition. Le Comité en est ainsi convenu.

C. FAITS RÉCENTS TOUCHANT LE COMMERCE DES SERVICES FINANCIERS

41. La Présidente a rappelé qu'à ce jour les discussions au titre de ce point de l'ordre du jour avaient porté sur deux questions: l'exposé des expériences nationales concernant les réformes récentes de la réglementation et les transactions financières électroniques. Elle a appelé l'attention à cet égard sur les exposés du Pérou et de la Turquie sur l'évolution de leur cadre réglementaire national; sur le document présenté par la Malaisie (S/FIN/W/28); et sur les documents présentés par Hong Kong, Chine et la Suisse sur les transactions financières électroniques (S/FIN/W/25 et Add.1, et S/FIN/W/26 et Add.1, respectivement).

42. Les exposés sur la réforme de la réglementation et la libéralisation s'étaient révélés très utiles car ils avaient permis aux Membres d'échanger des informations et de se faire une idée plus précise des réalités nationales qui sous-tendaient les négociations. La Présidente a encouragé les Membres à continuer d'alimenter les débats en faisant part de leur expérience nationale.

43. La question des transactions financières électroniques présentait un intérêt particulier pour le Comité. La Présidente a dit que les Membres devraient examiner de quelle façon poursuivre l'examen de cette question. Il serait particulièrement utile que les délégations suivent l'exemple de Hong Kong, Chine et de la Suisse, et fournissent des éléments supplémentaires concernant le cadre réglementaire et l'expérience de leurs pays dans ce domaine. Des contributions des pays en développement Membres seraient particulièrement appréciées. Par ailleurs, il serait utile d'engager des travaux pour mieux cerner la réalité des transactions financières électroniques. De l'avis de la Présidente, tous les Membres avaient intérêt à mieux connaître les services effectivement fournis par voie électronique, les différentes modalités adoptées pour la fourniture électronique de services financiers et les problèmes réglementaires liés à ce mode de fourniture. De fait, il pouvait y avoir une synergie positive entre ce type de travail et les travaux techniques que les Membres voudraient peut-être entreprendre sur les questions relatives à la classification et à l'établissement des listes; une meilleure connaissance des services financiers fournis par voie électronique ou sur une base transfrontières pourrait susciter par la suite des discussions plus approfondies sur la manière d'inscrire dans les listes de nouveaux engagements dans les domaines pertinents.

44. Lors des consultations que la Présidente avait menées, de nombreux Membres lui avaient fait part de l'intérêt qu'ils portaient aux expériences récentes de libéralisation ou de réforme financières dans le cadre des processus d'intégration économique, au niveau régional ou autre. Cela pourrait également être abordé au titre de ce point de l'ordre du jour. La Présidente a aussi appelé l'attention des Membres sur la présentation par la Norvège d'un document informel sur l'assurance maritime et l'assurance énergie (JOB(04)/80, daté du 23 juin 2004), et sur un document de séance présenté par la Turquie sur les activités d'assurance électroniques exercées par les compagnies d'assurance de la Turquie.

45. Le représentant de la Norvège a dit que le document avait pour objet de partager avec les Membres les principes de base du cadre réglementaire de son pays, et d'en tirer des enseignements utiles pour les négociations en cours. Il a indiqué que les compagnies d'assurance n'étaient pas en principe autorisées à mener des activités sans autorisation. Une présence locale était normalement requise pour obtenir une telle autorisation. Sous réserve d'une réglementation prudentielle, les

sociétés étrangères étaient libres d'établir des filiales ou des succursales. Il existait toutefois des exceptions à cette prescription générale qui permettaient la fourniture transfrontières, entre autres des services d'assurance maritime et d'assurance énergie ainsi que d'assurance de certains risques commerciaux élevés. Ces exceptions tenaient à la participation de parties professionnelles de grande importance à ces contrats. L'assurance maritime et l'assurance énergie supposaient généralement des primes élevées, mais un nombre relativement restreint de parties, qui étaient qualifiées pour évaluer les risques que comportaient les transactions avec les assureurs locaux ou étrangers.

46. Dans le cas du mode 1, il n'y avait aucune prescription spécifique pour autant que les contrats soient établis par l'intermédiaire d'un courtier en assurance agréé en Norvège. Les compagnies d'assurance étrangères n'étaient soumises à aucune prescription en matière de licences ou d'enregistrement pour mener ce type d'activités. Aucune restriction, autorisation ou prescription en matière de présentation de rapports n'était prévue pour l'exercice d'activités d'assurance maritime et d'assurance énergie au titre du mode 2, qui était souvent défini comme le droit du client de s'adresser, de sa propre initiative, et sans que la compagnie d'assurance non résidente ne l'ait sollicité ou n'ait mené des activités de marketing actif au préalable, à une compagnie d'assurance étrangère et à souscrire un contrat d'assurance à l'étranger. La Norvège estimait qu'il s'agissait d'un moyen efficace d'exercer des activités. L'intervenant a toutefois fait remarquer que plusieurs pays appliquaient des restrictions qui limitaient le choix du consommateur, ce qui laissait deux possibilités. Premièrement, les risques étaient placés et restaient sur le marché intérieur, ce qui augmentait nettement les risques courus. L'autre possibilité, qui était la plus courante, consistait à assurer le risque visé par le contrat d'assurance au niveau local, puis à le céder immédiatement à l'étranger, par des opérations soit de réassurance soit de façade. L'intervenant a expliqué que, dans le cas des opérations de façade, 100 pour cent des risques étaient cédés à l'étranger, ce qui faisait de la compagnie d'assurance locale un courtier très onéreux et non nécessaire. Les opérations de façade présentaient plusieurs inconvénients. Premièrement, la compagnie d'assurance percevait une commission, représentant souvent entre 5 et 15 pour cent de la prime, ce qui faisait augmenter les coûts de l'opération. Deuxièmement, les services d'assurance ne consistaient pas simplement à percevoir des taux de primes. En fait, toute la gamme des services fournis était essentielle (par exemple compétences et conseils, contact avec la clientèle, lancement de nouveaux produits). L'intervenant considérait à cet égard que le fait d'exiger une présence locale au lieu d'autoriser des activités transfrontières équivalait à assujettir le secteur à un impôt non productif. En outre, une telle prescription dans un secteur aussi spécialisé et international que le secteur financier risquait aussi de dissuader les compagnies d'assurance locales de devenir plus dynamiques, plus novatrices et plus rentables.

47. La Norvège était d'avis que les services d'assurance maritime et d'assurance énergie pourraient et devraient être soumis à une réglementation plus légère, qui autorisait la fourniture transfrontières des services. Les compagnies d'assurance étrangères étaient soumises à la réglementation de leur pays d'origine. Par exemple, les compagnies d'assurance norvégiennes devaient faire face à des prescriptions réglementaires rigoureuses et se conformer à des règles concernant le rapport entre les capitaux permanents et les actifs engagés, à des conditions relatives aux dispositions techniques, et à des lignes directrices détaillées concernant la gestion des risques, la transparence, la structure du groupe et les qualifications en matière de gestion. Du point de vue de la réglementation, il était naturel de différencier les types de consommateurs, qui allaient du consommateur moyen ayant peu de ressources et une expérience limitée des marchés financiers à la société multinationale bien outillée pour faire face à des différends ou autres incidents juridiques imprévus.

48. Les responsables de la réglementation devaient chercher à limiter les risques auxquels faisaient face les entreprises et les consommateurs, mais il ne leur était ni possible ni praticable de les éliminer complètement. L'environnement commercial était tout simplement trop complexe et la réglementation serait extrêmement coûteuse pour les entreprises, les organes de réglementation et

l'économie en général. Un régime ouvert permettait de répartir les risques entre les secteurs, dans le temps et entre les pays.

49. Enfin, concernant la question des mouvements de capitaux qui avait été soulevée au Comité auparavant, l'intervenant a dit que le fait de prendre des engagements ou tout simplement de maintenir un régime ouvert permettant la fourniture transfrontières de services d'assurance maritime et d'assurance énergie ne nuirait pas à la capacité des pouvoirs publics d'exercer le contrôle et la surveillance nécessaires de ces mouvements. Les engagements n'entraîneraient pas non plus des mouvements de capitaux qui pourraient nuire à la stabilité financière ou aux considérations fiscales prudentielles, ni ne feraient obstacle au droit des pouvoirs publics de prendre les mesures nécessaires au cas où la balance des paiements poserait ou menacerait de poser de graves difficultés, ainsi que le prévoyait l'AGCS. Les engagements pris dans ces domaines d'assurance n'entraîneraient de mouvements de capitaux qu'au moment de la transaction – lorsque les primes étaient acquittées – et, en définitive, au moment où une demande de réclamation devait être réglée. La plupart des Membres, sinon tous les Membres, permettaient les opérations de réassurance sous une forme ou sous une autre, ce qui était en fait la même opération, du point de vue des mouvements de capitaux, que l'assurance directe. Cela faisait des décennies que ce segment du marché de l'assurance était ouvert en Norvège, même aux périodes où des restrictions s'appliquaient aux mouvements des capitaux.

50. Le représentant de la Turquie a dit que le document informel présenté au Comité donnait un bref aperçu des initiatives en matière de fourniture de services d'assurance électroniques en Turquie. Comme le document était suffisamment explicite, il s'abstiendrait d'en faire la synthèse. Si les Membres voulaient toutefois poser des questions ou formuler des observations, il s'efforcerait de répondre à leurs interrogations à la réunion suivante.

51. La représentante du Canada a indiqué que, d'après la communication de la Norvège, il n'était pas nécessaire d'assujettir les compagnies d'assurance ayant une clientèle expérimentée à un cadre réglementaire rigoureux. Il serait intéressant de savoir comment les autorités norvégiennes s'assuraient qu'un certain secteur d'activité était soumis à des restrictions ou qu'il se prêtait en particulier à une clientèle plus expérimentée. La distinction se faisait-elle sur la base de la taille de la transaction ou d'une définition particulière des services d'assurance maritime et d'assurance énergie? Et comment les autorités s'assuraient-elles qu'une clientèle relativement inexpérimentée n'entre pas dans ce secteur d'activité particulier?

52. Concernant le document de la Turquie, la représentante a fait remarquer qu'au paragraphe 4 il était indiqué que les compagnies d'assurance utilisaient essentiellement Internet pour fournir des renseignements sur les produits et les agents d'assurance. Il semblait donc qu'Internet soit essentiellement utilisé à des fins d'information et d'orientation vers des agences d'assurance, et que les compagnies comptaient toujours sur leur réseau traditionnel de vendeurs. Il serait intéressant que les autres Membres se penchent sur leur propre secteur de l'assurance pour déterminer si les compagnies faisaient effectivement la même chose. Il était certain que le Canada étudierait cette question afin de savoir comment les compagnies d'assurance utilisaient Internet.

53. La représentante des États-Unis a dit que son pays s'intéressait aux questions examinées. Elle s'intéressait particulièrement à l'analyse présentée par la Norvège concernant les services d'assurance maritime et d'assurance énergie. Elle estimait que les États-Unis souhaiteraient envisager des moyens de faire progresser la libéralisation du commerce transfrontières dans ce domaine.

54. Le représentant de Hong Kong, Chine a posé quelques questions sur la communication présentée par la Norvège. La première question était de savoir si l'exception à la prescription générale en matière d'autorisation qui était mentionnée au paragraphe 2 s'appliquait à l'ensemble du secteur de l'assurance maritime et de l'assurance énergie, ou selon la compagnie ou le contrat. Deuxièmement, étant donné que les compagnies étrangères qui fournissaient des services d'assurance maritime et

d'assurance énergie n'étaient pas soumises à des prescriptions en matière de licences ou d'enregistrement, l'intervenant voulait savoir comment les autorités norvégiennes s'assuraient de répondre aux considérations réglementaires relatives à la solvabilité et aux dispositions techniques. Troisièmement, comme il était indiqué au paragraphe 7 que la Direction norvégienne des services financiers (FSA) avait la faculté d'intervenir dans les contrats exécutés par des compagnies d'assurance constituées en sociétés locales, l'intervenant voulait savoir si la FSA disposait de la même latitude dans le cas des polices d'assurance maritime et d'assurance énergie souscrites auprès de compagnies non constituées en sociétés locales. Enfin, il a demandé si l'exception prévue pour l'assurance maritime et l'assurance énergie s'appliquait à l'assurance responsabilité civile, c'est-à-dire si les contrats d'assurance qui ne prévoyaient pas la couverture de la partie assurée s'appliquaient à la responsabilité envers un tiers. Si tel était le cas, comment l'assurance responsabilité civile pouvait-elle s'appliquer si la police avait été souscrite auprès d'une compagnie d'assurance étrangère qui n'était pas soumise à des prescriptions en matière de licences ou d'enregistrement?

55. L'intervenant a brièvement rappelé que la communication soulevait de nombreuses questions intéressantes du point de vue des négociations. Il était possible qu'en raison de leur caractère unique les services d'assurance maritime et d'assurance énergie se démarquaient des autres services. Les autorités réglementaires de Hong Kong, Chine examinaient ces questions, et l'intervenant formulerait d'autres observations pour donner suite aux questions qu'il avait posées. Après avoir analysé le document de séance présenté par la Turquie, il aurait peut-être des questions à poser à la réunion suivante.

56. À titre d'observation préliminaire sur la communication de la Norvège, le représentant du Japon a dit qu'avant de se lancer dans un débat approfondi sur la fourniture transfrontières des services d'assurance qui irait au-delà du degré de libéralisation prescrit dans le Mémorandum d'accord sur les engagements relatifs aux services financiers, le Japon souhaiterait que les Membres soient plus nombreux à prendre des engagements conformes au Mémorandum d'accord. Il formulerait au besoin des observations sur la communication de la Turquie à la réunion suivante.

57. Par ailleurs, l'intervenant tenait à remercier la Présidente pour l'ordre du jour annoté qu'elle avait établi et qui facilitait ces discussions. Concernant les questions soulevées au paragraphe 12, il a dit que le Japon était l'un des Membres qui souhaitaient une plus grande libéralisation des services d'assurance. Il faudrait toutefois concilier la libéralisation avec les prescriptions en matière de réglementation et de surveillance afin de protéger les détenteurs de polices. La question de l'indépendance de l'organisme de surveillance exigeait une analyse plus poussée parce que les structures réglementaires différaient d'un pays à l'autre, compte tenu de la situation du marché. Enfin, le Japon était bien conscient de l'importance de la transparence dans le secteur financier, et il analyserait toute proposition qui serait présentée à ce sujet.

58. Le représentant de la Suisse a dit que le document de la Norvège faisait ressortir la grande importance que revêtaient les services d'assurance pour les activités économiques quelles qu'elles soient. La Suisse partageait la conclusion du document voulant qu'un régime libéral pour les services d'assurance fournis selon les modes 1 et 2 garantissait et renforçait l'intégrité et la stabilité des systèmes financiers. L'intervenant a promis de formuler d'autres observations à la réunion suivante.

59. Le représentant du Brésil a dit que les discussions qui se tenaient au Comité pourraient contribuer à clarifier certaines zones grises dans les négociations sur les services financiers dans le cadre de l'AGCS. L'une de ces zones grises concernait la question de la libéralisation du compte de capital par rapport aux engagements pris au titre de l'AGCS pour les modes 1 et 2, et à la note de bas de page 8 de l'AGCS. À cet égard, l'intervenant a demandé à la délégation de la Norvège quels objectifs poursuivait la politique en exigeant des compagnies d'assurance qui fournissaient tous les types d'assurance, à l'exception de l'assurance maritime et de l'assurance énergie, qu'elles aient une présence locale sur le marché. Si l'on tenait compte des résultats positifs obtenus par la Norvège en

matière de réglementation et de surveillance de la fourniture transfrontières des services d'assurance maritime et d'assurance énergie, un tel régime pourrait-il être reproduit dans d'autres domaines?

60. Le représentant de la Norvège a répondu à certaines des questions qui avaient été soulevées. À propos d'une question posée par la délégation du Canada, il a dit que le fondement réglementaire des exceptions était prévu dans la législation. Il y avait des exceptions explicites pour les services d'assurance relatifs aux activités d'exploration en mer, ainsi que pour les risques commerciaux élevés, qui étaient définis comme étant des risques assumés par des compagnies dont l'activité correspondait à au moins dix années-personnes ou dont les ventes annuelles étaient supérieures à 50 millions de couronnes norvégiennes. Ces aspects étaient aussi reproduits dans l'offre initiale de la Norvège aux fins des négociations de l'AGCS.

61. Abordant les questions soulevées par Hong Kong, Chine, l'intervenant a dit qu'il était normal de distinguer différents types de clientèles et de réglementer en conséquence. La Norvège n'avait imposé aucune condition aux compagnies d'assurance étrangères qui fournissaient des services dans ces secteurs selon les modes 1 et 2, ce qui témoignait fondamentalement du fait qu'il était permis au marché de réglementer davantage d'activités dans ce secteur que dans d'autres. Concernant le paragraphe 7, l'intervenant a confirmé que la FSA avait aussi la faculté d'intervenir dans les contrats souscrits auprès d'une compagnie d'assurance étrangère s'il était constaté que les conditions du contrat étaient déraisonnables ou dangereusement laxistes. Il a aussi confirmé que l'assurance responsabilité civile était couverte par les engagements pris par la Norvège. La fourniture transfrontières de services d'assurance responsabilité civile n'était pas permise dans le cas des personnes physiques, mais elle l'était pour l'assurance maritime et l'assurance énergie, à cause des antécédents professionnels des parties concernées.

62. Au sujet de la question soulevée par le Brésil, l'intervenant a dit que les consommateurs norvégiens étaient autorisés à souscrire des polices d'assurance à l'étranger (c'est-à-dire selon le mode 2) à leurs propres risques. Concernant le mode 1, il était pertinent d'établir une distinction entre les différents types de clientèles, les grandes sociétés multinationales et les personnes physiques.

63. Le représentant de Hong Kong, Chine a demandé si l'exception à la prescription en matière d'autorisation s'appliquait à l'ensemble du secteur ou seulement selon la compagnie ou le contrat. Il a aussi demandé si la fourniture transfrontières de services d'assurance maritime et d'assurance énergie pour la responsabilité civile était permise.

64. Le représentant de la Norvège a dit que l'exception à la prescription en matière d'autorisation s'appliquait au secteur. De plus, il y avait une exception pour les risques commerciaux importants dans tous les secteurs et pas seulement dans l'assurance maritime et l'assurance énergie.

65. Le représentant du Brésil a fait référence à l'ordre du jour annoté établi par la Présidente. Il a dit que la position de son pays sur les questions de politique générale mentionnées au paragraphe 12 était reproduite dans le compte rendu de la réunion précédente. Concernant la situation des services publics, il a indiqué que les activités mentionnées au paragraphe 1 b) ii) et iii) de l'Annexe sur les services financiers n'entraient pas dans le champ d'application de l'AGCS si elles n'étaient pas menées "en concurrence avec une entité publique ou un fournisseur de services financiers". Le Brésil n'était toutefois pas certain du sens de l'expression "en concurrence avec une entité publique ou un fournisseur de services financiers". L'intervenant se préoccupait en particulier de l'application de cette expression aux régimes de sécurité sociale et de pensions. Le Brésil accueillerait avec intérêt la tenue d'une discussion sur cette question afin d'éviter toute surprise à l'avenir au sujet de la portée des engagements.

66. La Présidente a pris note de l'intérêt porté par les Membres à la poursuite de la discussion sur la fourniture transfrontières des services d'assurance maritime et d'assurance énergie; les délégations

souhaiteraient revenir sur ce point pour formuler d'autres observations et poser d'autres questions. La Présidente a donc proposé que le Comité revienne sur ce point de l'ordre du jour à sa réunion suivante. Elle a aussi appelé l'attention sur les propositions figurant dans l'ordre du jour annoté, et elle a invité les Membres à présenter d'autres propositions dans un avenir rapproché.

67. Faisant référence au paragraphe 8 de l'ordre du jour annoté, le représentant du Taipei chinois a informé le Comité qu'un seul organe de réglementation financière serait créé pour réglementer les secteurs des activités bancaires, des valeurs mobilières et de l'assurance. Il s'agissait d'une mesure importante dans l'historique de la réglementation au Taipei chinois, qui s'inscrivait dans le cadre du programme de réforme du secteur financier lancé en 2001. Le nouvel organisme pourrait présenter plus tard un bref exposé. Si l'idée était retenue, la délégation du pays de l'intervenant prendrait contact avec le Secrétariat pour prendre les dispositions nécessaires.

68. Le Comité a accepté la proposition du Taipei chinois, a pris note des déclarations et a décidé de revenir sur ce point de l'ordre du jour à la réunion suivante.

D. QUESTIONS TECHNIQUES

69. La Présidente a rappelé que les délégations n'avaient pas traité des questions techniques au cours des quatre réunions précédentes. Elle était d'avis que le Comité devrait continuer de jouer un rôle actif dans l'identification et l'analyse des questions techniques qui pouvaient être importantes dans le cycle de négociations en cours, comme l'établissement ou l'amélioration des offres initiales. Il avait été indiqué non seulement dans ce comité, mais aussi dans d'autres organes subsidiaires qui s'occupaient des services, que, pour que de nouveaux engagements puissent être pris, il fallait entre autres clarifier certains points relatifs à la classification et à l'établissement des listes. De l'avis de la Présidente, il serait utile que le Comité entreprenne des travaux sur la classification et l'établissement des listes d'engagements dans le secteur des services financiers. En fait, dans son exposé, la Norvège avait fait état de certaines questions concernant l'établissement des listes d'engagements.

70. Compte tenu non seulement des discussions antérieures du Comité et de la Session extraordinaire du Conseil du commerce des services, mais aussi des consultations informelles que la Présidente avait menées avec certains Membres, la poursuite des travaux pourrait notamment porter sur les points suivants:

- distinction entre les modes 1 et 2 dans le cas des transactions électroniques;
- autres questions d'ordre général concernant l'établissement des listes qui avaient pu se poser dans les négociations bilatérales ou dans les offres initiales relatives aux services financiers; et
- questions de classification qui avaient pu se poser dans les négociations bilatérales ou dans les offres initiales.

71. Il serait intéressant de savoir si les Membres souhaitaient traiter de ces questions au Comité. Si, comme cela avait été dit récemment à plusieurs reprises, les Membres pensaient que le Comité pouvait jouer un rôle utile dans ce domaine, il serait possible d'examiner plus tard les aspects procéduraux de la tenue des travaux.

72. La représentante des États-Unis a dit qu'elle n'était pas prête à faire part de ses vues concernant la proposition de la Présidente. Elle consulterait les autorités de son pays à ce sujet.

73. Le représentant de l'Inde entrevoyait la possibilité d'entreprendre certains travaux utiles. Il a toutefois émis des réserves quant au rattachement direct de ces questions avec les négociations. Il était plus approprié de débattre des questions concernant l'établissement des listes et la classification qui avaient pu se poser lors des négociations bilatérales ou dans les offres initiales au sein de l'organe subsidiaire pertinent ou à la Session extraordinaire du CCS, comme cela se faisait pour d'autres secteurs. L'Inde était toutefois disposée à contribuer aux autres travaux techniques qui pourraient être entrepris.

74. La représentante du Canada a proposé que la Présidente engage à ce sujet des consultations informelles avec les Membres.

75. Le représentant du Japon était d'avis qu'il faudrait conserver le point de l'ordre du jour concernant les questions techniques afin de pouvoir traiter de toute question découlant des négociations bilatérales ou des offres sur les services financiers. À ce moment, toutefois, comme le Japon considérait que la classification actuelle des services financiers ne posait pas de problème, la délégation du pays de l'intervenant ne jugeait pas nécessaire d'entreprendre des travaux dans ce domaine. Il était peut-être plus approprié de traiter des questions de nature générale concernant l'établissement des listes au sein d'un autre organe subsidiaire, mais les questions propres au secteur pourraient être abordées au titre de ce point de l'ordre du jour.

76. La représentante des États-Unis a dit que sa délégation souhaitait pouvoir saisir le Comité de certaines questions qui s'étaient posées pendant les négociations bilatérales, à condition qu'elles s'y prêtent et que les Membres qui avaient participé à ces négociations soient consultés à ce sujet. Pour ce qui était des questions de classification et d'établissement des listes, la délégation de son pays ne tenait pas à ce que les organes subsidiaires se chargent de questions dont traitaient des groupes amis ou les Membres dans les négociations. Le Comité lui-même était un organe très particulier, et les États-Unis ne perdraient pas de vue le rôle qu'il jouait dans les négociations.

77. Le représentant de l'Australie se ralliait de façon générale aux idées avancées par la Présidente pour les travaux futurs. Les thèmes proposés permettraient au Comité de se concentrer sur des questions qui étaient pertinentes pour les négociations en cours sur les services financiers. L'intervenant espérait la tenue de consultations à ce sujet.

78. Le représentant du Brésil a dit que la norme appliquée au Comité devrait être similaire à celle appliquée dans les autres organes subsidiaires. Le Brésil tenait à ce qu'ils jouent tous un rôle plus important dans les négociations.

79. La Présidente a pris note des observations et des suggestions qui avaient été faites. L'ordre du jour annoté visait simplement à faire ressortir les points qui avaient été soulevés dans le passé, sur la base des compte rendus des réunions précédentes et des consultations que la Présidente avait eues avec les délégués. La Présidente n'avait pas l'intention d'obtenir un consensus particulier à la réunion en cours. Elle a proposé que les Membres réfléchissent à ces questions en prévision des réunions futures. Elle envisagerait aussi la possibilité de tenir des consultations informelles qu'elle organiserait au besoin. L'objectif était que ce point de l'ordre du jour soit utile.

80. Le Comité a pris note des déclarations et a décidé de revenir sur cette question à sa réunion suivante.

E. DATE DE LA PROCHAINE RÉUNION

81. La Présidente a proposé que le Comité tienne sa réunion suivante au cours du groupe suivant de réunions sur les services. La date exacte serait annoncée en temps utile. Comme cela avait été la pratique habituelle dans le passé, la réunion serait, si possible, prévue pour la deuxième semaine du groupe de réunions afin de faciliter la participation des experts des administrations centrales.

F. AUTRES QUESTIONS

82. Aucune question n'a été soulevée au titre de ce point de l'ordre du jour.
